


## Annexe n°6 : Arrêté autorisant l'exploitation et l'extension de la carrière située au lieu-dit « Tour Couroun » ainsi que l'exploitation des installations liées à l'activité de la carrière sur le territoire de la commune du Val (14 décembre 2000)

<p style="text-align: center;">   <b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b>  <b>PRÉFECTURE DU VAL</b> </p> <p> <b>DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES</b>  <b>BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT, DES AFFAIRES MARITIMES ET DU TOURISME</b>  <b>MEMO</b> </p> <p style="text-align: center;"> <b>ARRETE en date du 14 DEC 2000</b> </p> <p style="text-align: center;">         autorisant l'exploitation et l'extension de la carrière située lieu-dit « Tour Couroun », ainsi que l'exploitation des installations liées à l'activité de la carrière sur le territoire de la commune du VAL.       </p> <p>         Le PREFET du VAL,          Chevalier de la Légion d'honneur,          Officier de l'Ordre National du Mérite,       </p> <p>VU le Code Minier,</p> <p>VU le Code de l'Environnement (partie législative),</p> <p>VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du Code de l'Environnement,</p> <p>VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 incluant les carrières dans la nomenclature des installations classées,</p> <p>VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,</p> <p>VU l'arrêté ministériel du 10 février 1996 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières,</p> <p>VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1998 modifié le 30 avril 1998 fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières,</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 26 août 1998 autorisant la Société Méridionale de Carrières (SOMECA) à exploiter une carrière à ciel ouvert de roches calcaires, jusqu'au 28 août 2001 au lieu-dit « Tour Couroun », sur le territoire de la commune du VAL,</p> <p>VU le récépissé de déclaration du 7 novembre 1998, délivré à la Sté SOMECA pour l'exploitation d'une installation de traitement de matériaux au lieu-dit « Tour Couroun », sur le territoire de la commune du VAL,</p> <p>VU la demande en date du 1<sup>er</sup> août 1997 par laquelle la Sté SOMECA (Société Méridionale de Carrières), dont le siège social est situé CD 54, La Catalane, 83630 Cellès, sollicite le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière site lieu dit « Tour Couroun » sur 5 ha sur le territoire de la commune du VAL, l'extension de la dite carrière sur 24 ha dont 18 ha sur le territoire du VAL, et 6 ha sur le territoire de BRIGNOLES, ainsi qu'une station de transit de produits minéraux destinée à la vente.</p>	<p style="text-align: right;">2</p> <p>VU l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1998 portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande présentée, du 17 février au 18 mars 1998 en matière du VAL et de BRIGNOLES,</p> <p>VU le dossier de l'enquête publique,</p> <p>VU l'avis émis par le commissaire enquêteur,</p> <p>VU les avis réglementaires recueillis,</p> <p>VU le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, en date du 16 juin 1998,</p> <p>VU l'avis de la commission départementale des carrières réunie le 22 juillet 1998,</p> <p>VU le dossier complémentaire en date du 26 juin 2000, de la Sté SOMECA, présentant les modifications rendant sa demande initiale du 1<sup>er</sup> août 1997 compatible avec les plans d'occupation des sols en vigueur, et limitant aux seuls terrains situés sur la commune du VAL, les demandes de renouvellement et d'extension de la carrière précitée,</p> <p>VU le rapport de l'inspecteur des installations classées auprès de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 18 juillet 2000,</p> <p>VU l'avis de la commission départementale des carrières réunie le 6 octobre 2000,</p> <p>Considérant, du fait des règlements respectifs des POS opposables des communes du VAL et BRIGNOLES, que seul le renouvellement d'exploiter la carrière existante avait été autorisée, sur la commune du VAL, par l'arrêté préfectoral du 26 août 1998,</p> <p>Considérant que depuis cette date du 26 août 1998, le règlement du POS de la commune du VAL, autorise à présent l'extension de la carrière, alors que le règlement du POS de la commune de BRIGNOLES n'a toujours pas été modifié en ce sens,</p> <p>Considérant, au regard des avis susvisés de la commission départementale des carrières, et au bénéfice des procédures engagées qui peuvent être présentement autorisées les autorisations de renouvellement d'exploiter et d'extension de la carrière sur le territoire de la commune du VAL,</p> <p>Considérant les éléments des dossiers initial et complémentaire du pétitionnaire, les engagements pris par celui-ci, les conditions acceptables d'intégration de la carrière dans son environnement naturel et paysager, les précautions prévues pour la préservation du voisinage,</p> <p>Considérant que la protection des intérêts mentionnés à l'article 511-1 du code de l'environnement peut être garantie par des mesures d'installation et d'exploitation adaptées et réalisables, pour lesquelles il convient d'en confirmer la nature par arrêté préfectoral,</p> <p>Sur proposition de M. le Secrétaire Général,</p>
--	---

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La Société SOMECA (Société Méridionale de Carrières) dont le siège social est situé CD 54- La Catalane- 83 830 CALLAS (bureaux : ZI Les Consacs- 83170 BRIGNOLES), est autorisée à poursuivre et agrandir l'exploitation de la carrière, ainsi qu'à exercer les activités classables désignées, aux tableaux ci-après, situées sur le territoire de la commune du VAL (Var) au lieu-dit « Tour Courroum ».

## 1.1. Activités classables

A = Autorisation D = Déclaration NC = Non Classable

\* Selon nomenclature installations classées

Désignation	N° de classement	Désignation	Classe	Importance
Exploitation de carrière au sens de l'article 4 du code minier	2510-1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Exploitation de carrière à ciel ouvert hors d'eau, de cailloux meulés</li> <li>Dérivée maximum par rapport au terrain naturel supérieur = 62 mètres entre les niveaux NGF373 à 435</li> <li>Abattage à l'exploit</li> </ul>	A	<ul style="list-style-type: none"> <li>Repiége des terrains :</li> <li>sur LE VAL= 23ha 02a 20ca section E du plan cadastral, comprenant :</li> <li>partie de parcelle n° 10 pour 6ha25a43ca</li> <li>n° 20 pour 2ha65a53ca</li> <li>n° 135b pour 3ha7a5b5ca</li> <li>n° 1404 pour 32a25ca</li> <li>n° 1407 pour 6ha51a15ca</li> <li>Extraction annuelle maximale : 500 000 tonnes</li> <li>Total exploitation : 8 100 000 tonnes environ</li> </ul>
Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, lavage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW	2510.1	Installation de broyage, concassage, criblage, lavage et stockage de produits minéraux naturels implantée dans l'enceinte de la carrière	A	<ul style="list-style-type: none"> <li>Puissance de l'ensemble des machines et moteurs installés : 1085 kW</li> <li>Traitement annuel : 500 000 tonnes</li> </ul>
Station de transit de produits minéraux autres que ceux visés par d'autres rubriques, la capacité de stockage étant supérieure à 75 000 m³	2017.2	Stocks de matériaux, indépendants des installations de traitement, et destinés à la vente, ou à la réutilisation	D	Capacité maximale de 200 000 m³
Stockage de liquide inflammable de capacité équivalente inférieure à 10 m³	1432.2	Dépôt minier de foud domestique	NC	Volume 30 m³ constant pour un équivalent de 5 m³
Installation de distribution de liquide inflammable de densité maximum équivalente à la catégorie de référence, supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h	1434.1.b)	Distribution de foud domestique pour les engins et machines	D	Dépôt de 30 m³ constant pour un équivalent de 4 m³/h

\* Selon nomenclature loi sur l'eau

Désignation	N° de classement	Désignation	Classe	Importance
Régime d'eau pluviale dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant égale ou supérieure à 20 ha	S 3.0-1*	Élimination des eaux pluviales recueillies sur l'ensemble de la carrière, par bassin d'infiltration	A	Superficie desservie 23 ha

## 1.2. Durée d'autorisation

- L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée jusqu'au 28 août 2019.
- Cette durée inclut la remise en état
- L'extraction des matériaux doit s'arrêter un an avant l'échéance de la présente autorisation.

## 1.3. Conformité

- La carrière et les installations doivent être implantées, exploitées et aménagées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande initiale et les dossiers complémentaires en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.
- Les installations de traitement des matériaux, les stockages de matériaux, leurs annexes et dépendances, ainsi que celles de la carrière, sont installées à l'intérieur de l'emprise de la carrière. L'ensemble du site fait l'objet de remise en état en fin d'activité, comme indiqué au présent arrêté.

## 1.4. Champ d'application

- Les présentes prescriptions s'appliquent à l'ensemble des activités classables ou non comprises dans l'emprise globale de l'établissement.
- Les dispositions du présent arrêté s'imposent en complément des prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux.
- Le présent arrêté se substitue à l'arrêté préfectoral du 26 août 1998 renouvelant l'autorisation d'exploiter la carrière et au récépissé de déclaration du 7 novembre 1989 relatif aux installations de traitement des matériaux de la carrière.
- L'arrêté préfectoral du 26 août 1998 et le récépissé de déclaration du 7 novembre 1989 susmentionnés, sont abrogés.

## Article 2 - Droit des tiers

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du titulaire de la présente autorisation, et des contrats de forage dont il est bénéficiaire.

### Article 3 – Mesures d'aménagement et d'exploitation

#### 3.1. – Délimitation de la carrière

##### 3.1.1. - Bornage

Les points caractéristiques du contour de la carrière sont bornés et repérés par une signalisation nettement visible et repérable de proche en proche. Leur altitude est rattachée au nivellement NGF.

##### 3.1.2. - Clôture

Avant et pendant l'exploitation, la carrière doit être entièrement ceinturée, par une clôture efficace maintenue constamment en bon état. Sauf mesures au moins aussi efficaces, la clôture doit être constituée par 5 rangs de fil de fer barbelé régulièrement échelonnés sur 1,20 m de haut. La clôture doit être placée à 10 mètres au moins du bord supérieur des fouilles.

Les accès au chantier sont condamnés en dehors des heures d'activité de la carrière par un barrage solide, verrouillé.

##### 3.1.3. - Prospects

La distance entre les bords des fouilles et les terrains hors de l'emprise de la carrière doit être telle qu'elle ne compromette pas la stabilité de ces terrains.

Sans préjudice des réglementations propres à certaines catégories d'objets, d'ouvrages ou d'immeubles, les bords des fouilles doivent être constamment maintenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites de l'emprise de la carrière et ainsi de tous les ouvrages publics ou privés (en particulier les routes et chemins publics ou privés).

#### 3.2. - Accès - signalisation

Le chemin d'accès à la carrière est entretenu de telle sorte que les véhicules y circulant n'entraînent pas de salissures sur les voies publiques.

Des panneaux comportant en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté préfectoral, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état de site peut être consulté, sont apposés sur chacune des voies d'accès à la carrière.

Des panneaux rappelant l'existence et les dangers de la carrière sont placés sur le pourtour de la carrière.

#### 3.3. - Travaux d'exploitation de la carrière et remise en état coordonnée

##### 3.3.1. – Exploitation de la carrière

a. Selon le dossier de demande du pétitionnaire l'exploitation s'effectue à sec, en roche massive par approfondissement. L'abattage est réalisé à l'explosif. Les matériaux sont repris par pelle mécanique ou par tracto chargeur.

- La méthode d'exploitation et le sens de progression des travaux doivent permettre la remise en état progressive de la carrière au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction.

b. La production annuelle de la carrière doit être inférieure à 500 000 tonnes.

- Les travaux ne doivent pas affecter de terrains naturels au-dessus de la cote 435 NGF, et ne doivent pas descendre en dessous de la cote 373 NGF.

c. Les fronts de taille s'étalent de manière homogène sur toute la largeur de la zone exploitable. La progression des fronts de taille s'effectue en partant de la zone médiane, en direction de l'Est et de l'Ouest.

L'extraction a lieu d'abord sur les roches supérieures à la cote 405 NGF, afin de ne pas retarder la remise en état des bords d'excavation supérieurs à cette cote. Le gradin le plus haut longeant la limite Sud, doit être exploité en priorité, afin d'assurer en premier lieu sa remise en état selon un profil paysager, et limiter dans la durée l'impact visuel depuis le nord.

L'exploitation du gisement aux différents niveaux, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'avancement des fronts est également limité pour respecter les clauses de remise en état.

d. L'exploitation est divisée en périodes au plus quinquennales, qui correspondent au programme d'avancement de l'extraction, au réaménagement progressif et aux échéances de constitution de la garantie financière. Conventionnellement, la première période quinquennale commence le 29 août 2000.

e. Les phases successives d'exploitation, avec le sens de progression, les niveaux d'approfondissement, dont les principes doivent être rigoureusement respectés, sont schématisés par les plans joints en annexe.

##### 3.3.2. – Remise en état coordonnée

La remise en état progressive combinée au même rythme que le plan d'exploitation, doit commencer par les parties hautes périphériques, puis se répartir comme indiqué au dossier du pétitionnaire.

Le nombre des fronts d'abattage ouvert à l'extraction est limité, afin de réduire l'impact visuel des fronts dénudés.

A chaque période quinquennale d'exploitation, correspond la fin de la remise en état des gradins, talus et banquettes intermédiaires, de la période précédente, et la remise en état des gradins, talus et banquettes intermédiaires dégagés par la période en cours.

La remise en état progressive est régulièrement répartie tout au long de la période quinquennale d'exploitation, compte tenu de l'avancement des travaux et des plans de réaménagement prévisionnels établis pour le calcul de la garantie financière.

La remise en état du fond de carrière et de l'esplanade des traitements des matériaux et des stocks, est réalisée lors de la dernière période d'exploitation.

### 3.4 - Traitement des matériaux

L'aire de déversement dans la trémie d'alimentation du concasseur primaire est au niveau moyen 409.

Les installations de traitement des matériaux reposent sur le niveau moyen 400.

### 3.5 - Conservation des terres

Les terres de découverte et les stériles sont conservés en vue de leur utilisation pour le réaménagement. L'exploitant doit pouvoir justifier de la réservation des quantités de terres nécessaires au réaménagement.

### 3.6 - Apports extérieurs

L'apport de tout matériau susceptible de porter atteinte à l'environnement et étranger à l'activité normale de l'exploitation est interdit. Seules les substances minérales naturelles et les terres végétales, remplissant ces conditions, peuvent être introduites sur le site, et sous réserve d'un plan de mise en œuvre accepté par l'inspecteur des installations classées.

## Article 4 - Mesures particulières de protection de l'environnement

### 4.1. - Impact visuel

L'exploitation et les superstructures doivent s'insérer dans l'espace végétal existant. Seules les zones destinées à l'extraction et aux plates-formes d'implantation peuvent être décapées. Elles le sont progressivement au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Pour les travaux d'extraction, les installations, les stockages, toute la végétation permettant de masquer la carrière de la vue des personnes empruntant les voies de communication, y compris de visions lointaines, doit être conservée. Au besoin les stockages sont rabaisés, des arbres et arbustes supplémentaires sont plantés. Les espèces sont choisies et implantées en accord avec les Services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ou de l'Office National des Forêts. Les plantations sont entretenues en vue de leur croissance rapide et de leur conservation.

Les terres de découverte sont conservées intégralement et entreposées en bordure du périmètre autorisé, ou du périmètre de la phase quinquennale d'exploitation, pour masquer les chantiers d'exploitation et de traitement des matériaux.

Une digue doit être implantée en limite nord de la carrière, élevée jusqu'au niveau minimal d'altitude de 405 NGF. Elle doit se raccorder dans son prolongement en terrain naturel.

### 4.2 - Prévention de la pollution de l'eau

#### 4.2.1. - Prélèvement d'eau

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les indications de ces dispositifs sont relevées toutes les semaines, reportées sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### 4.2.2. - Dépôts et manipulations

Les dépôts de carburants, huiles et d'une manière générale, tout produit susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux de surface ou souterraines doivent être constitués sous abris et être contenus dans des cuvettes de rétention étanches résistantes à l'action physique et chimique des fluides dont la capacité est la plus grande des deux valeurs ci-après :

- capacité du plus grand récipient associé à la rétention, avec un minimum de 1000 litres ;
- moitié de la somme des capacités des récipients associés à la rétention, avec un minimum de 1000 litres.

Le niveau des réservoirs fixes doit pouvoir être visualisé par des jauges de niveau ou dispositifs équivalents. Les stockages enterrés sont équipés de limiteurs de remplissage. Le nom du produit contenu doit être indiqué sur le récipient.

La manipulation des produits, notamment le transvasement, le déchargement, le remplissage du dépôt, l'approvisionnement des engins ainsi que l'entretien journalier des véhicules et engins ne peuvent se faire que dans des lieux couverts, le sol étant constitué par une aire bétonnée étanche présentant un point bas permettant la récupération des égouttures et déversements accidentels.

Un stock suffisant de matières absorbantes est tenu à disposition pour éponger rapidement les hydrocarbures accidentellement répandus sur le sol.

Toutes les opérations d'entretien, vidanges, démontages de matériel ou organes mécaniques sont interdits sur le site, sauf si elles sont effectuées dans un atelier adéquat et couvert, et dont le sol est bétonné.

Le lavage des véhicules et engins doit être réalisé sur une aire étanche.

### 4.2.3. - Collecte et évacuation des eaux

Les limites de la carrière dominées par des terrains naturels encadrant doivent être bordées d'un fossé de dérivation irriguant les eaux pluviales et évitant que celles-ci se versent dans la carrière.

Les eaux sanitaires sont traitées conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental.

Les eaux servant au traitement des matériaux doivent être recyclées.

Les sols, circuits de collecte, et bassins de décantation recevant des eaux chargées de flocculant ou additifs de traitement des matériaux, doivent être étanches, constitués de telle sorte qu'ils ne puissent être endommagés par les opérations de curage. L'étanchéité doit pouvoir être contrôlée.

Les eaux de lavage des engins, les eaux de pluie lessivant les aires étanchées destinées à la prévention des pollutions, doivent être traitées par un décanteur déshuileur.

Les autres eaux collectées, telles que eau de pluie, eau de source..., sont utilisées à l'arrosage ou aux installations de traitement des matériaux. Le surplus est éliminé de préférence par bassin filtrant à l'intérieur de la carrière, ou si impossible, peut être évacué après décantation.

Le rejet dans les excavations éventuelles créées par les travaux ou dans le milieu naturel de matières susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau de la nappe sous-jacente ou des cours d'eau, est rigoureusement interdit. Il en est particulièrement ainsi des eaux chargées d'hydrocarbures.

Les sols souillés par des déversements accidentels doivent être immédiatement décapés. Les enlèvements sont traités comme des déchets.

Les émissaires sont aménagés de telle manière qu'ils permettent avant évacuation, l'exécution de prélèvements.

#### 4.2.4. - Normes de rejet

Les effluents rejetés dans le milieu naturel ne doivent pas contenir par litre plus de :

- 35 mg de matières en suspension
- 5 mg d'hydrocarbures (Norme T 90.203).

#### 4.2.5. - Contrôles

Une analyse est effectuée une fois par an pour vérifier le bon fonctionnement des réseaux, et des systèmes de décantation et de déshuilage.

Des analyses d'eau supplémentaires doivent être effectuées à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

### 4.3. - Prévention de la pollution atmosphérique

#### 4.3.1. - Fonctionnement

L'émission dans l'atmosphère de fumées, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions ou monuments, au caractère des sites, est interdite.

Toutes dispositions utiles doivent être prises pour que les manipulations des matériaux, la circulation des véhicules et des engins ne soient à l'origine de production de poussières, notamment par l'entretien et l'arrosage de pistes, des stocks et des agrégats en cours de chargement et de transport.

La conception et la fréquence de l'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières ou de matériaux sur les structures et dans les alentours.

Tout brûlage de produits ou matériaux autres que la végétation de découverte, à l'air libre ou dans des installations à combustion mal contrôlée, est interdit.

#### 4.3.2. - Protection du personnel

Les systèmes de captation et de retenue des poussières doivent garantir le respect des dispositions du Règlement Général des Industries Extractives en matière de santé et de sécurité du personnel au regard de l'empoussièrément des lieux de travail.

#### 4.3.3. - Stockage, reprise de matériaux

Les stocks extérieurs doivent être protégés des vents, ou être stabilisés pour éviter l'envoi de poussières. En cas d'impossibilité, ces stockages doivent être réalisés sous abris ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 microns) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements.

L'air s'échappant des silos de stockage doit être dépoussiéré.

#### 4.3.4. - Machines, équipements

Les poussières produites sont soit récupérées par des systèmes de captation de dépoussiérage, soit abattues par arrosage. Sont ainsi concernés : la foreuse, les chargeuses, l'installation de traitement des matériaux, concasseurs, broyeurs, cribles, chutes de tapis, mises en stock.

Les dispositifs de captation ou d'abattage sont situés au plus près des points de formation des poussières. Au besoin les machines sont capotées, doublées d'un arrosage, d'une pulvérisation d'eau ou d'une aspiration avec dépoussiérage de l'air.

Les chutes libres des convoyeurs ne doivent pas être à plus d'un mètre du sommet du tas de stockage.

Les amas de poussières et de matériaux échappés des installations doivent être enlevés. Les parties d'installations à l'origine de la dispersion ou chute des poussières et matériaux, doivent être promptement réadaptées pour supprimer cette dispersion ou cette chute.

#### 4.3.5. - Pistes et roulage

A l'aide de moyens fixes (rampes d'arrosage), ou mobiles (camion-arroseur), l'arrosage des pistes de circulation et aires de manœuvre des camions et engins, est assuré pour éviter la diffusion des poussières.

#### 4.3.6. - Normes

Aucune émission diffuse de poussières ne doit être visible.

A aucun endroit, l'air ambiant ne doit renfermer plus de 30 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

Les effluents rejetés par les systèmes de captation ne doivent pas contenir plus de 30 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières.

En cas de défaillance des systèmes de captation ou d'abattage des poussières, en cas d'impossibilité d'arrosage ou de lavage dans des conditions satisfaisantes, l'exploitation des installations et de la carrière et les roulages doivent être arrêtés jusqu'à ce que remède soit apporté au problème.

#### 4.3.7. - Contrôles

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les points de recueil des retombées sont disposés en limite de l'emprise de la carrière, à 100 m et 200 m de cette limite, dans la trajectoire des vents dominants, et en limite de carrière.

11

et à 50 m de cette limite dans la trajectoire de vents faibles. Les directions sont définies en accord avec l'inspecteur des installations classées en fonction de la rose des vents.

Les mesures de retombées de poussières sont permanentes.

Les mesures de l'air ambiant et des flux canalisés, sont effectuées à intervalles n'excédant pas 12 mois et lors de modification des installations.

Des analyses supplémentaires d'air et de retombées de poussières doivent être effectuées à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les appareils sont conçus pour permettre la prise d'échantillons. Les prélèvements et analyses sont exécutés par un organisme indépendant de l'exploitant, choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Les dépenses qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### **4.4. - Prévention du bruit**

##### **4.4.1. - Fonctionnement**

La carrière doit être implantée, exploitée et équipée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Le tir, le travail des engins lourds, le fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux sont interdits entre 21h 30 et 6h 30.

Les tirs de mines sont exécutés les jours ouvrables, à heure fixe, de préférence entre 12 h 00 et 13 h 00.

Les plans de tir sont conçus pour limiter les charges explosant simultanément.

Les véhicules et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'exploitation doivent être conformes à la réglementation en vigueur notamment les engins de chantier homologués au titre du décret du 18 avril 1989. L'exploitant doit pouvoir justifier cette conformité.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

##### **4.4.2. - Normes**

Les niveaux des bruits émis par l'exploitation de la carrière et de ses installations, en dehors des tirs de mines, doivent être tels que :

\* le niveau sonore perçu à 200 m des limites de l'exploitation ne dépasse pas en ce lieu et pour des niveaux supérieurs à 35 dB (A), le bruit ambiant augmenté de :

- . 5 dB (A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés ;
- . 3 dB (A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

12

\* le niveau sonore perçu en limite d'exploitation ne dépasse pas 65 dB (A).

Les niveaux sonores sont déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **4.4.3. - Contrôles**

Une campagne de mesures de bruits doit être effectuée à intervalles n'excédant pas 3 ans, ou lors de modification d'installations.

Des mesures supplémentaires acoustiques continues, périodiques ou occasionnelles doivent être effectuées à la demande de l'inspecteur des installations classées. Les mesures doivent être faites par un organisme soumis à son approbation. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

#### **4.5. - Prévention des vibrations**

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relatives aux vibrations mécaniques émises par les installations classées, sont applicables aux installations, équipements, engins fixes ou mobiles.

Des mesures de vitesses particulières pondérées sont effectuées dans la construction avoisinante la plus proche au cours de l'un des cinq premiers tirs représentatifs d'un plan d'abattage maximal.

Des mesures complémentaires, annuelles, périodiques, doivent être faites à la demande de l'inspecteur des installations classées par un organisme soumis à son approbation. Les frais en résultant sont à la charge de l'exploitant.

#### **4.6. - Elimination des déchets de l'exploitation**

Le stockage temporaire des déchets de l'exploitation dans l'enceinte de la carrière doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement.

En particulier, les déchets polluants doivent être immédiatement évacués. Les huiles de vidange sont enlevées par un ramasseur agréé.

La récupération, le recyclage, le traitement et l'élimination des déchets sont réalisés par une entreprise spécialisée dans une installation autorisée, et conformément aux dispositions de la réglementation relative aux déchets. L'exploitant doit pouvoir justifier cette conformité.

#### **4.7. - Dangers - Risques d'Incendie - Secours**

##### **4.7.1. - Abords - Accessibilité**

Une piste de défense des forêts contre l'incendie de 5 mètres de large doit contourner la carrière.

Les installations doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

##### **4.7.2. - Installations électriques**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n°88-1066 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

13

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, et périodiquement à intervalle n'excédant pas 12 mois, par un technicien de compétence reconnue extérieur à l'entreprise.

Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

#### 4.7.3. - Mise à la terre

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations, ossatures, bâtiments) doivent être mis à la terre, avec une résistance inférieure à 10 ohms.

#### 4.7.4. - Tir à l'explosif

Le plan de tir, la charge par trou, l'ordre d'amorçage, sont étudiés pour favoriser une fragmentation et un effondrement sur place de la roche. En l'occurrence, aucun élément ne doit être projeté hors des limites de la carrière.

Les explosifs sont surveillés en permanence. Les tirs sont précédés d'un bouclage de la zone d'impact défini sous la responsabilité de l'exploitant, et avec des moyens non équivoques de communication et d'avertissement.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que les opérations de tir s'enchaînent sans discontinuité depuis l'approvisionnement des explosifs jusqu'à l'autorisation de retour au chantier sous réserve qu'un incident de tir ne vienne interrompre le déroulement normal des opérations.

#### 4.7.5. - Moyens d'intervention

L'établissement doit disposer de matériels de protection individuelle permettant l'intervention en cas de sinistre.

La carrière et les installations doivent être équipées :

- d'extincteurs adaptés aux feux à combattre répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, facilement accessibles et bien visibles ;
- d'une réserve d'eau d'un minimum de 30 m<sup>3</sup>. Celle-ci est située à moins de 200 mètres des lieux à protéger.

Les moyens d'intervention doivent être accessibles en toutes circonstances notamment la réserve d'eau par les véhicules de lutte contre l'incendie.

Un moyen de communication doit permettre d'alerter les services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le choix, le nombre, l'emplacement des moyens d'intervention sont déterminés en accord avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

13

14

### 4.8. - Installations et annexes

#### 4.8.1. - Constructions - Voies

Le permissionnaire doit solliciter et obtenir les permis de construire préalablement à toute construction. Les locaux doivent être entretenus et maintenus propres d'aspect intérieurement et extérieurement.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'établissement ne doivent pas être à l'origine d'envois de poussières, de chutes de granulats, ni entraîner le dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Au besoin, les chargements doivent être stabilisés, et les roues des véhicules sortant de la carrière doivent être lavées.

#### 4.8.2. - Matériel divers

L'exploitation et ses abords doivent être maintenus en constant état d'ordre et de propreté.

Le matériel inutilisable ou inutilisé doit être évacué.

#### 4.8.3. - Matériaux

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Un état des produits utilisés est tenu à jour.

Les terres de découvertes, déblais, stériles et matériaux sont stockés séparément les uns des autres et de telle façon que leurs hauteurs ne fassent pas saillies dans le paysage, exceptés ceux destinés à dissimuler la carrière qui sont répartis sous forme de merlon périphérique.

### 4.9. - Découvertes archéologiques

L'exploitant doit signaler sans délai, par les moyens les plus appropriés (téléphone, télégramme, télécopie...) aux Directions Régionales des Antiquités Historiques et Préhistoriques de Provence-Alpes-Côte d'Azur, toute découverte archéologique faite lors des travaux et prendre toutes mesures pour assurer la conservation des vestiges mis à jour.

### 4.10. - Suivi écologique

L'exploitant doit réaliser annuellement, tout au long de l'exploitation, un suivi écologique des zones où ont été recensées des espèces rares (coronille glauque et vesce pubescente). A l'issue des travaux d'exploitation, il établit le bilan écologique de ces zones.

Les rapports d'étape et final sont communiqués au Directeur Régional de l'Environnement.

14



15

## Article 5 – Remise en état

### 5.1. - Principes

La remise en état du site doit être exécutée au fur et à mesure de l'avancement des extractions, conformément au dossier et aux plans annexés au présent arrêté.

- d'abord la digue en limite Nord, et le front Ouest
- puis le front supérieur longeant la limite Sud
- puis les flancs situés supérieurs à la cote 405 NGF
- puis les fronts et banquettes libérés par l'extraction
- enfin le carreau

Elle doit conduire à un réaménagement paysager permettant de réinsérer le site dans son espace naturel encadrant.

A l'approche des limites de la carrière, l'extraction doit être menée de façon à pouvoir respecter la remise en état et les distances prévues au présent article.

L'opérateur s'attache à rompre la monotonie des profils et à éviter les formes géométriques et anguleuses.

En tant que de besoin, la remise en état est accompagnée de travaux annexes pour maintenir les distances de sécurité minimales prescrites.

### 5.2. - Aspects définitifs de la remise en état

Outre les dispositions non contraignantes prévues par le pétitionnaire dans sa demande :

- a) Le fond de carrière ne doit pas descendre en-dessous de la cote 373 NGF. L'ensemble des sols est profilé pour favoriser l'écoulement des eaux.
- b) La constitution de la digue Nord, la couverture terreuse, le traitement de ses flancs en talus ensemencés d'herbes et d'arbustes, et de son sommet en plants d'arbres, doivent être terminés avant le 31 décembre 2000. Le front extrême Ouest doit être remis en état avant le 31 décembre 2000.
- c) Le réaménagement progressif combiné avec le plan d'exploitation adapté doit commencer par les parties hautes périphériques puis se répartir comme indiqué au dossier du pétitionnaire
- d) Le gradin supérieur longeant la limite sud, et d'une manière générale les flancs situés à un niveau supérieur à la cote 410 NGF, doivent être reconstitués en talus
- e) Les fronts d'abattage sont traités en alternance de parois abruptes et de talutage
- f) Les parois abruptes sont choisies parmi les roches saines, sont recoupées pour ne pas présenter de hauteur supérieure à 7,50 mètres, sont rectifiées sans surplomb pour assurer la stabilité de leur masse et éviter les décollements, et purgées. La surface des parois abruptes ne doit pas dépasser 50 % de la surface totale des fronts d'abattage.

16

- g) Les talus ne doivent pas présenter de pente supérieure à 100 % (45° sur l'horizontale). Les talus de longue pente sont entrecoupés de banquettes à chaque dénivellation maximale de 15 mètres.

- h) Des banquettes sont constituées en pied de parois abruptes et de talus. Elles sont profilées pour retenir les ravins et optimiser le drainage des eaux pluviales.

Les banquettes en pied de parois abruptes doivent être d'une largeur minimale de 10 mètres.

Les banquettes en pied de talus, ou recoupant ceux-ci, doivent être d'une largeur minimale de 5 m.

- i) Les talus sont végétalisés par ensemencement de graines d'herbes et d'arbustes.

Les banquettes sont entièrement reboisées.

Le champ de la carrière non couvert par les talus et banquettes est reboisé par îlots de formes et dimensions variées s'étendant globalement sur au moins 50 % de la surface totale. Le reste de la surface est ensemencé de graines d'herbes et d'arbustes.

- j) Les sols destinés à recevoir des graines d'herbes et d'arbustes sont préalablement recouverts d'une couche de terre végétale de 0,20 mètres d'épaisseur minimale.

Les sols destinés à recevoir des plants d'arbres, doivent être préalablement déconsolidés sur 1 mètre de profondeur au moins, et recouverts d'une couche de stériles de 0,20 mètre puis de terre végétale de 0,20 mètre d'épaisseur minimale.

- k) Les espèces végétales et l'organisation des plantations sont définies avec les services de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt ou de l'Office National des Forêts.

Le reboisement est entrepris avec des arbres appropriés au climat méditerranéen. Sur les banquettes, un complément est apporté en arbustes et par des plantes couvrantes et grimpantes (telles que lierre, vigne-vierge...) en pied et bordure des gradins.

- l) L'exploitant veille et favorise la pousse de la végétation, au besoin arrose, rep plante et reensemence jusqu'à une végétalisation effective des surfaces.

- m) De plus, le permissionnaire doit procéder en fin d'exploitation :

- à l'enlèvement de l'ensemble du matériel mobile ou fixe installé, après éventuellement vidange, décontamination des matériels souillés,
- à la destruction des constructions dont il n'est plus fait usage,
- à l'évacuation des stocks, dépôts de matériaux et objet divers,
- au comblement des bassins de décantation,
- à un nettoyage général du terrain et de ses abords,
- à l'enlèvement des blocs épars et à un réglage du sol,
- à la plantation d'arbres sur les zones préparées à cet effet ainsi que sur les zones périphériques qui auraient pu être déboisées pour les besoins de l'exploitation,
- à l'ensemencement de graines d'herbes et d'arbustes sur le reste des sols.

- n) Les plates-formes supportant les installations de traitement des matériaux, les stockages, leurs annexes et dépendances, doivent après démontage, enlèvement des équipements, évacuation de stocks, être ramises en état conformément aux dispositions du présent arrêté.



### 5.3 - Echéances des remises en état

La remise en état progressive doit être échelonnée sur chaque période quinquennale d'exploitation. Un bilan sur son état d'avancement est établi par l'exploitant à la fin de la quatrième année de la période quinquennale, et adressé dans le mois qui suit à l'inspecteur des installations classées.

La remise en état totale de la carrière doit être terminée au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière.

Au-delà des travaux de remise en état, l'exploitant doit continuer d'assurer l'entretien et la sauvegarde des plantations, ainsi que leur remplacement nécessaire, jusqu'à l'assurance de leur pérennité.

### Article 6 - Garantie financière

6.1. - L'exploitant doit constituer à chaque début de tranche quinquennale de travaux, une garantie financière couvrant la remise en état non effectuée des travaux réalisés précédemment, et des travaux d'extraction prévus pour la période quinquennale à venir.

6.2. - Le montant de la garantie financière couvrant chaque période quinquennale est fixé à :

- 2 170 000 F pour la 1<sup>ère</sup> période quinquennale
- 2 560 000 F pour la 2<sup>ème</sup> période quinquennale
- 2 390 000 F pour la 3<sup>ème</sup> période quinquennale
- 2 360 000 F pour la 4<sup>ème</sup> période quinquennale

Conventionnellement, la première période quinquennale débute le 28 août 2000. La dernière période dite "quinquennale" s'arrête à l'échéance de l'autorisation.

6.3. - L'exploitant adresse au Préfet le document établissant la constitution de la garantie financière pour la remise en état du site (Cf. Article 23-3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977) suivant modèle joint en annexe conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1998 modifié le 30 avril 1998.

6.4. - Le premier document attestant la constitution de la garantie financière pour la première période quinquennale doit être adressé au Préfet, avec copie à l'inspecteur des installations classées, dans les deux mois qui suivent la notification du présent arrêté.

L'attestation de renouvellement de la garantie financière pour chacune des périodes suivantes doit être adressée aux mêmes personnes au moins six mois avant l'échéance de la garantie financière couvrant la période quinquennale en cours.

L'absence de ces attestations dans les délais prescrits, implique la remise en état définitive dans les conditions prévues par le présent arrêté.

6.5. - A la diligence de l'exploitant, le montant de la garantie financière est actualisé dans les deux cas suivants :

- tous les cinq ans, en rapport avec l'évolution de l'indice TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans. L'actualisation doit être opérée dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

6.6. - Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant de la garantie financière est subordonnée à la constitution d'une nouvelle garantie financière correspondante.

6.7. - Lorsque l'évolution des extractions conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par la garantie financière, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état, et une modification du montant de la garantie financière. Cette demande est accompagnée d'un dossier et est déposée au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

6.8. - Toute rupture de l'engagement constituant la garantie financière doit être immédiatement portée à la connaissance du Préfet. Il en est de même en cas de dépôt de bilan et de toutes situations mettant en cause les capacités financières ou l'existence juridique de l'exploitant.

### Article 7 - Aménagements et déclaration préliminaires

7.1. - Avant le début de l'extraction des matériaux, l'exploitant doit réaliser les aménagements prévus aux articles 4 à 7 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 :

- panneaux signalétiques
- bornage
- réseau de dérivation des eaux de ruissellement
- accès à la voirie publique.

7.2. - Dès que ces aménagements sont réalisés et avant la mise en service effective de la carrière, l'exploitant adresse au Préfet la déclaration de début d'exploitation décrivant les aménagements réalisés (cf. art. 23.1 du décret 77.1133 du 21 septembre 1977).

### Article 8 - Surveillance et suivi des travaux

#### 8.1. - Mesures de police interne particulières

Pendant les heures d'activité, une surveillance permanente doit être assurée sur les chantiers de la carrière et dans les installations afin d'interdire son accès à toute personne et à tout véhicule étranger à l'exploitation, et d'empêcher tout particulièrement la décharge de quelque produit que ce soit.

#### 8.2. - Suivi des travaux

L'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées, avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, un rapport sur les travaux réalisés et les résultats d'analyses et mesures effectuées au cours de l'année précédente et les prévisions à l'année en cours, au regard notamment des mesures prescrites par le présent arrêté. Sont indiquées, les volumes des stocks :

- des terres végétales réservées au réaménagement ;
- des matériaux destinés et liés à l'installation de traitements ;
- des matériaux inutilisés non remodelés ou destinés à la vente et à l'expédition.

A ce rapport est joint un plan mis à jour, de la carrière, sur lequel figurent :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords dans un rayon de 50 m ;
- la découpe des fronts, et talus et stocks en parties hautes et basses ;
- l'altitude des banquettes, plates-formes, sommets des stocks, et fonds ;
- les pentes des gradins, talus et plates ;
- l'emplacement des bâtiments et installations ;

19

- les zones, surfaces et linéaire de front réaménagés ;
- le repérage et limites des parcelles et sections cadastrales.

Ce plan ainsi que les levés et quantifications dimensionnelles et volumétriques sont établis par un géomètre indépendant de l'exploitant.

### 8.3. - Consignes

Sans préjudice des dispositions du Règlement Général des industries extractives, des consignes tenues à jour, affichées dans les lieux fréquentés, doivent indiquer :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations en cas de danger ou défaillance des équipements de protection de l'environnement (électricité, réseaux des fluides, dépoussiérage...)
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient, une canalisation, un engin, de produit polluant ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte interne, et des services extérieurs de secours.

### 8.4. - Déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

Les accidents, incidents, pollutions accidentelles, mettant en cause l'intégrité des installations, ou de nature à porter atteinte à l'environnement, survenus du fait du fonctionnement de l'établissement, doivent être déclarés dans les meilleurs délais (par téléphone, télécopie ...) à l'inspection des installations classées.

Confirmation écrite est ensuite adressée avec les éléments permettant d'apprécier l'ampleur et les conséquences des événements.

### Article 9 - Modification des conditions d'exploitation

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière, des installations, des stockages, des conditions de réaménagement, entraînant un changement notable des éléments du dossier déposé, portant atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant, ou allant à l'encontre des prescriptions du présent arrêté, doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### Article 10 - Cessation d'activité

Au moins un an avant la date d'expiration de la présente autorisation, ou de l'arrêt décidé des travaux si l'exploitant décide de cesser ses activités avant l'échéance de la présente autorisation, l'exploitant adresse au Préfet une notification de fin d'exploitation avec tous les éléments d'appréciation, plans, photos et notices, comprenant au moins :

- le plan à jour de la carrière, comme défini au présent arrêté (au paragraphe suivi des travaux)
- le plan prévisionnel de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site, les extractions réalisées, les remises en état, et donnant les informations relatives au suivi des travaux.

L'exploitant adresse six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation ou de l'arrêt prématuré des travaux, comme dit ci-dessus, une nouvelle notification de fin d'exploitation comprenant les mêmes éléments actualisés.

20

### Article 11 - Sanctions

Le non respect des dispositions du présent arrêté, notamment l'absence de garantie financière, ou l'insuffisance de remise en état, peut faire l'objet des sanctions prévues à l'article 514-1 du code de l'environnement, pouvant aller jusqu'à la consignation d'une somme d'argent, la suspension d'activité, l'exécution d'office.

Le Préfet fait appel à la garantie financière :

- en cas de non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article 514-1 du code de l'environnement,
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Toute infraction aux prescriptions imposées, et notamment celles relatives aux conditions de remise en état, constitue après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article 514-11 du code de l'environnement.

### Article 12 - Annulation et déchéance

La présente autorisation cesse de produire effet si la carrière et autres installations classées n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

### Article 13 - Recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte,
- par les tiers :
  - dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 7 ci-dessus, pour la carrière ;
  - dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, pour les autres installations.

### Article 14 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Une copie du présent arrêté devra être tenue sur le carreau de la carrière, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie de l'arrêté d'autorisation sera déposé à la main du VAL et pourra y être consultée.

21  
D'autre part, un extrait de l'arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision, ainsi que les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie du VAL pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement, par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée aux conseils municipaux des communes de BRIGNOLES, LA CELLE, TOURVES, BRAS, concernées par le rayon d'affichage.

#### Article 15 - Exécution et ampliation

Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
Le Sous Préfet de BRIGNOLES,  
Le Maire du VAL,

L'inspecteur des installations classées,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le Directeur Départemental de l'Équipement, M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, M. le Directeur Régional de l'Environnement, M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours.

Toulon, le 14 DEC 2000

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

  
Christophe MIRMAND

